

La mystérieuse auberge Saint-Roch de Montargis

par Gilbert Baumgartner

Cet article est le résultat d'une interrogation : M. Franck Foucard, propriétaire du restaurant « L'Orangerie » à Montargis, nous demande des renseignements sur l'antériorité de son établissement. Nos archives sont muettes, mais nous connaissons la chapelle Saint-Roch qui jouxte sa maison. *« Ce n'était pas une chapelle, c'était l'octroi de la ville »*, nous répond le restaurateur. Un octroi, si éloigné de la sortie de la ville ? Et une chapelle, si oubliée ? En démêlant le fil de cette énigme, c'est toute la vie d'un faubourg et des destins remarquables que nous découvrons.

Au commencement, il n'y a rien.

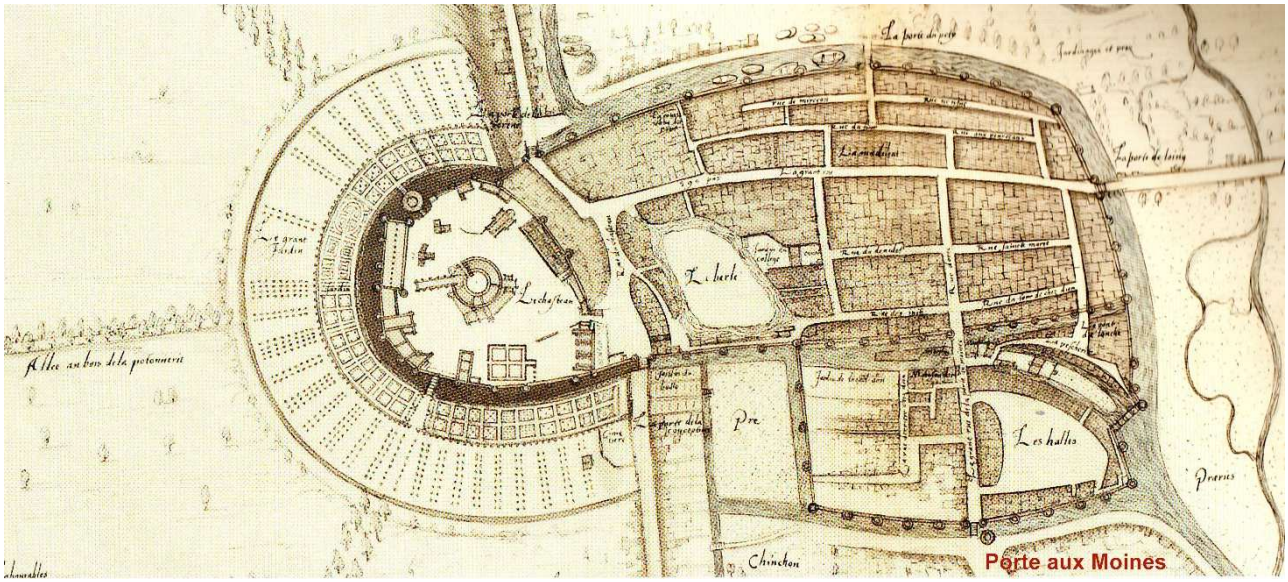
Rien qu'une route toute droite, qui traverse en partie Montargis du nord au sud. C'est la route de Paris à Lyon – même pas de « Lutèce » à « Lugdunum », la voie romaine passant plus à l'est, par la Bourgogne.

Quand Montargis entre dans l'histoire à la fin du XII^{e} siècle[1], c'est l'axe est-ouest qui structure son développement en partant du château, l'axe qu'on appelle alors la « Grande rue de Loing ». Il faudra attendre le XIV^{e} siècle pour que le corset de murs enserrant la ville fasse son plein d'habitations et qu'un nouveau quartier s'édifie au sud – obligeant l'élévation d'une deuxième enceinte dont on voit encore des tours le long du canal, au boulevard des Belles-Manières et rue du Chinchon.

[1] Rappelons que la première trace écrite de Montargis date de 1170 : c'est la charte de franchise accordée à la ville par Pierre I^{er} de Courtenay, fils de Louis VI le Gros. En 1188, Pierre de Courtenay cède la ville au roi Philippe Auguste.

L'axe nord-sud prend de l'importance quand Montargis voit arriver les marchands des Flandres et les pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle et que – cause et conséquence – il faut loger, nourrir et soigner ces voyageurs : l'hôtel-Dieu, ancêtre de l'hôpital, est installé depuis le XII[e] siècle hors des murs de la première enceinte[2], puis enclavé dans la partie sud du nouveau quartier. Entre l'ancienne et la nouvelle enceinte, le tronçon sud de l'axe nord-sud prend le nom de « Grande rue de la Porte aux Moines », le tronçon nord gardant le nom de « rue Dorée ». Les moines, ce sont ceux de Fontaine-Jean qui édifient sur un terrain qui leur appartient près la porte de la ville une chapelle dédiée à Notre-Dame de Recouvrance.

Mais en sortant de Montargis par la « porte aux Moines », il n'y a toujours rien à voir sur la route de Lyon.



Montargis en 1560 sur le plan d'Androuet du Cerceau, architecte de Renée de France

La chapelle Saint-Roch et les Ursulines

Puis vient la Grande Peste, et avec elle les Guerres de Religion, ou le contraire… La maladie fauche sans distinction parents, amis, voisins, riches ou pauvres. Les armées de Turenne et de Condé dévastent les campagnes. Que faire, sinon des prières, des processions, des pèlerinages - qui facilitent la propagation de la peste. En 1627, les Montargois ont une idée : ils décident d'édifier une chapelle consacrée à saint Roch, du nom de l'un des 53 saints invoqués contre la peste. Pourquoi saint Roch ? Lisons ce que nous en dit Patrick Boucheron dans sa récente étude sur la peste noire :

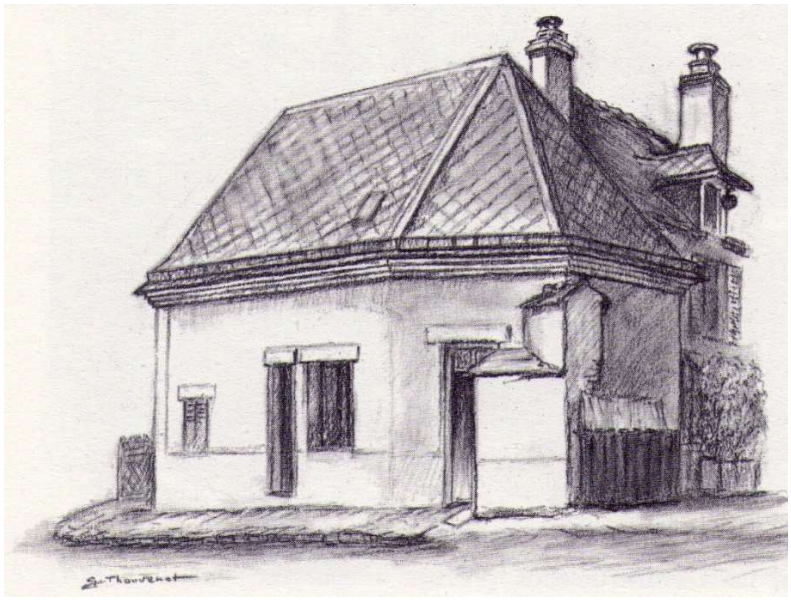
> On date généralement des années 1410-1420 le premier essor du culte de saint Roch à la chapelle des Dominicains de Montpellier, sa ville natale, puis en Italie — il est attesté à Venise en 1476, où il fait l'objet d'une très grande dévotion. Il ne sera canonisé qu'à la fin du XVII[e] siècle par le pape Benoît XIII, mais à ce moment-là son culte s'est déjà étendu à toute l'Europe, comme saint protecteur et thaumaturge contre la peste — on ne compte plus les attestations de guérison miraculeuse par l'intermédiaire de ses images saintes. Mais le rapport entre la peste et saint Roch est immédiat : le saint fut atteint par la maladie lors de son pèlerinage à Rome, en réchappa, et soigna les malades : voici pourquoi le bubon, qu'il exhibe, est son attribut symbolique.[3]

Les Montargois édifient la nouvelle chapelle hors les murs de la deuxième enceinte, en plein champs, à 400 m de la porte de la ville – on commence à comprendre les conditions de la contamination. Ils l'édifient au bord de la route de Lyon, qui devient dès lors le « faubourg aux Moines », puisqu'il prolonge la rue de la Porte aux Moines.

[2] L'hôtel-Dieu de Montargis est fondé par Philippe Auguste en 1189, par lettres patentes *« données en son château de Montargis. »*

[3] Patrick Boucheron, *Peste noire*, éd du Seuil, janvier 2026

Montargis est ainsi doté à ses deux entrées, côté Paris, de la chapelle Saint-Sébastien, et côté Lyon, de la chapelle Saint-Roch, tous deux protecteurs contre la peste.



La chapelle Saint-Roch (état 1970), dessin de Georges Thouvenot

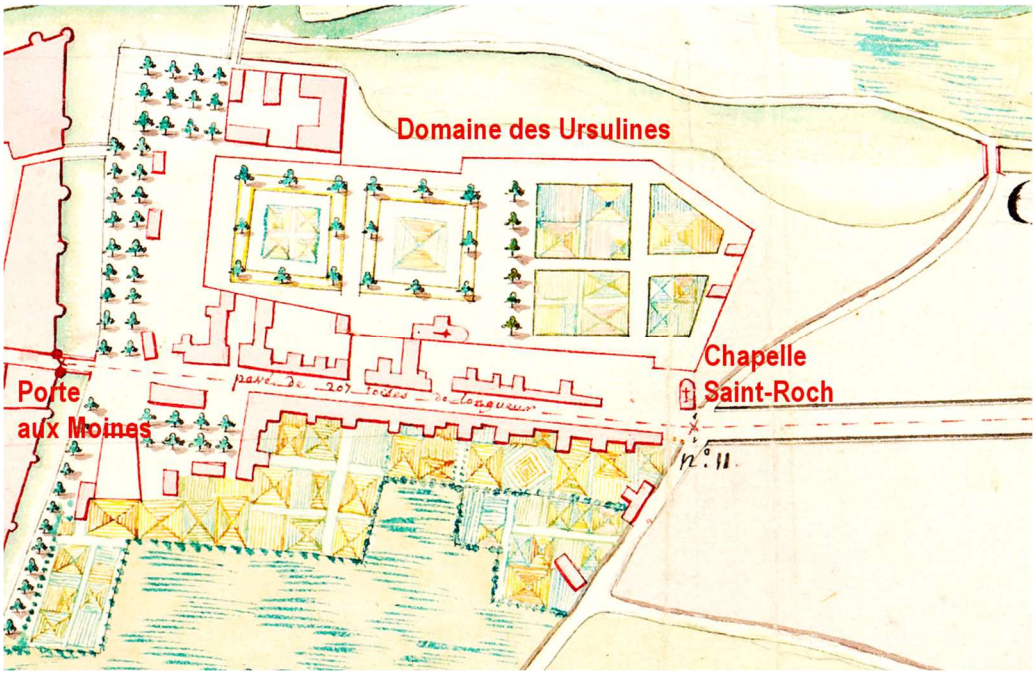


Saint Roch, peinture murale, église Sainte-Madeleine, Montargis

Saint Roch est souvent représenté avec son chien. Sur la peinture murale, il montre une plaie sur sa cuisse. La clef qu'il tient à la main rappelle qu'il se rendait à Rome sur le tombeau de saint Pierre lorsqu'il fut frappé par la terrible maladie. (cf. J. Billard, *Église Sainte-Madeleine, l'église et ses chapelles*, 2015)

Sans doute pour consolider encore la protection – mais aussi pour s'attirer la grâce du Très-Haut après les troubles de la Réforme –, les familles nobles favorisent à la même époque l'installation de congrégations religieuses. Cinq couvents s'implantent à Montargis en quelques années, dont les Ursulines en 1633, auxquelles la famille de Rogres offre l'hôtel Barthélémy Prévost à la Pêcherie (l'actuel *Crédit Agricole*). Beau bâtiment, mais peu commode : impossible d'y rajouter une église et un cloître. En 1646, sur le conseil de leurs riches protecteurs, les Ursulines achètent un grand terrain en culture, contenant 7 arpents (3 ha et demi), situé hors les murs au bord du faubourg aux Moines, entre la route et le canal, et entre l'enceinte de la ville et la chapelle Saint-Roch. Elles y font construire un nouveau couvent, dont le plus grand bâtiment ne sera terminé qu'en 1659.

Les premières pierres de l'urbanisation de la route de Lyon sont posées. En même temps, la route devient un tronçon de la « route royale n°7 », promise à un bel avenir !



Le domaine des Ursulines vers 1770, avant la construction du cloître (AD C-SUPPL-1-3). On remarque que la chapelle Saint-Roch est isolée des premiers bâtiments du faubourg aux Moines et que le faubourg est *« pavé de 207 toises de longueur »* (env. 400 m).

Le premier aubergiste du faubourg

On ne connaît pas la destination exacte des maisons construites au bord du faubourg aux Moines, certaines au moins sont des bâtiments conventuels des Ursulines : le plan du XVIII[e] siècle indique un groupe de bâtiments en connexion avec l'église du couvent. Il est probable que certaines maisons soient peu à peu cédées à des particuliers, ou construites sur des terrains vendus par les religieuses. On s'en aperçoit dans les permis de construire ou de reconstruire tout au long du siècle. Voici un exemple de ce qu'on appelait « une pétition de voirie » qui date de 1780 (l'orthographe est conservée) :

A nos Seigneurs
nos Seigneur les président
trésoriers généraux de france au Bureaux des
finances de la généralitée d'orléans Chevallier, Conseiller
Du roy grand voyers
Supplie humblement ***Claude Gaudin****, aubergiste et fermier des pataches demeurant dans le faubourg de la Porte aux Moines, route de Lyon, paroisse de Montargis. Disant qu'il désirait faire construire à neuf un bâtiment en place d'un vieux qu'il est obligé de démolir parce qu'il menace ruine, sur la façade du long du dit faubourg, longueur 21 pieds et hauteur 21 pieds dont le dit mur sera fait en bon mortier de chaux et sable dont il sera fait six ouvertures tant croisées que portes dont 4 croisées 3 pieds 6 pouces de large sur 6 pieds de hauteur et les deux portes de 3 pieds de largeur et 9 pieds de haut y compris les impostes dont les appuis saillant d'un pouce en dehors, et contrevents brisés. Ce qu'il ne peut faire sans avoir obtenu votre permission, pour quoi il a été conseillé de vous donner la présente requête à ce qu'il vous plaise, Nos Seigneurs, lui accorder votre permission. Et en lignement. Et fera justice.*

Claude Gaudin

Nous ne connaissons pas l'adresse de cette maison à rebâtir, mais nous verrons que nous avons des raisons de penser qu'elle se trouvait à proximité de la chapelle Saint-Roch… **Claude Gaudin** se dit ici « *aubergiste et fermier des pataches* » : dans son ouvrage *Montargis au temps des diligences*, Émile Jacob donne des renseignements précieux sur la profession et sa localisation au milieu du XIX[e] siècle :

LA PATACHE ET LES PATACHONS

La patache, dont nous devons dire aussi un mot, était la ressource des gens peu fortunés, besogneux et artisans qui, par habitude ou nécessité, ne regardaient pas de trop près à la qualité du véhicule, lequel était des plus primitifs. C'était une sorte de carriole, non suspendue où les voyageurs se trouvaient assis dos à dos sur des planches posées en travers. Leurs pieds reposaient dans un panier retenu par des ficelles ou pendaient simplement dans le vide.

Le patachon, non moins grossier que sa voiture, débraillé, insolent, à tu et à toi avec n'importe qui, aurait-ce été avec le roi Louis-Philippe, fumait, chiquait, sacrait et levait le coude tout le long de la route. Avec lui, on partait cette semaine-ci ou l'autre, c'est-à-dire lorsqu'il y avait cargaison complète, et on arrivait à la grâce de Dieu, du dieu des ivrognes, s'entend.

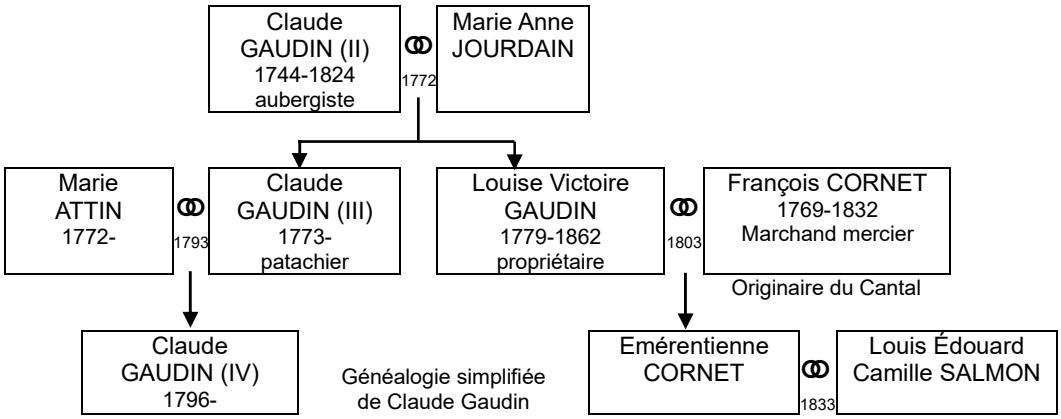
Les patachons, remisés dans le faubourg de Lyon, formaient une tribu remuante et tapageuse, toujours en quête de clients et de petits verres. « Mener une vie de patachon », une expression qui leur a survécu, c'est, dans la bouche d'un concierge, la formule employée à l'égard d'un locataire qui rentre après minuit et qui ne lui donne pas d'étrennes suffisantes.

Ce personnage de **Claude Gaudin,** signataire de la « pétition de voirie » de 1780, est le premier « aubergiste » que nous rencontrons dans le faubourg. Il est né à Amilly, le 12 août 1744, d'un père *« laboureur »,* qui se prénommait également Claude, et a épousé le 17 novembre 1772 **Marie Anne Jourdain** *« dans l'église des Dames Ursulines »*. C'est le curé de Montargis, Voillerault, qui donne la bénédiction nuptiale, preuve que l'église des Ursulines servait déjà d'église de quartier. Marie Anne Jourdain est la fille de François Jourdain, *« laboureur et voiturier par terre ».*

De ce couple naîtront au moins deux enfants, un garçon prénommé Claude, comme son père et son grand-père (nous l'appellerons donc Claude (III)), et une fille prénommée Louise Victoire. L'acte

de baptême de Claude (III) à Montargis le 20 août 1773 précise que son père est *« jardinier »,* mais l'acte de baptême de Louise Victoire le 4 novembre 1779 déclare que son père est *« cabaretier ».*

À 20 ans, Claude (III) épouse Marie Anne Attin, à Montargis, le 30 avril 1793. Un fils de Claude Gaudin (III) naît à Montargis le 12 germinal an IV (1er avril 1796), il est, encore une fois, prénommé… Claude ! Nous l'appellerons donc Claude Gaudin (IV). À la naissance de son fils, Claude Gaudin (III) est *« patachier, domicilié Section de la Liberté ».* Si les Gaudin ont l'esprit d'entreprise et une belle ascension sociale, ils ont moins d'imagination pour prénommer leurs enfants : ils perpétuent strictement l'ancienne tradition de donner à l'aîné des garçons le prénom du père !



À la même époque, vers 1779, le jeune Anne-Louis Girodet, qui deviendra le grand Girodet-Trioson bien connu des Montargois, dessine ce quartier – d'un peu loin, hélas, pour notre propos. On y reconnait bien le pont Saint-Roch, la clôture du domaine des Ursulines, la chapelle et les premières maisons du faubourg. Le jeune dessinateur devait se tenir sur la pente de la colline du Christ, urbanisée plus tard en route de Châtillon-sur-Loing, puis rue du Christ.[4]

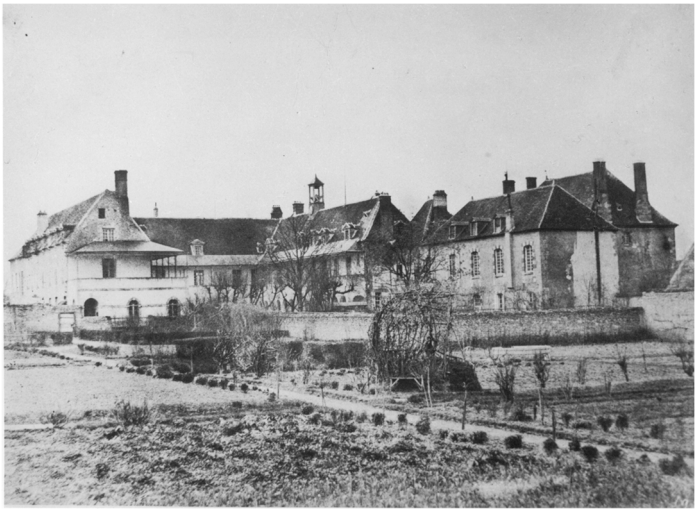


Dessin de Girodet, vers 1779

Le couvent des Ursulines occupera cet emplacement jusqu'à la Révolution et elles y accompliront leur mission d'éducation des jeunes filles. Nous avons vu sur les premières cartes qu'une grande partie du terrain est occupé par des jardins et que les bâtiments conventuels s'alignent le long du faubourg. Il ne fait pas de doute que dans un tel jardin, il devait y avoir… une orangerie. Les consœurs des Ursulines, les Bénédictines, dont le couvent se trouvait à la sortie Est de la ville, possédaient une orangerie que l'on devine encore dans le paysage montargois : transformée d'abord en chapelle Henriet-Rouard, elle abrite aujourd'hui l'Université du Temps Libre et la Société d'Émulation… L'orangerie des Ursulines serait-elle l'inspiratrice du restaurant de l'Orangerie actuelle ?

[4] « Le Christ » rappelle le souvenir de la « chapelle du bon Christ » édifiée au XVIIIe siècle à l'intersection de la rue avec le faubourg de Lyon. Le « château du Christ » était le domaine de la famille Pougin de la Maisonneuve.

Le faubourg après la Révolution



L'ancien couvent des Ursulines devenu hôpital-hospice
Photo de Louis Noël Richou, 1860

On le sait, la Révolution déclare tous les biens d'église « biens de la Nation » et expulse les religieux. Le couvent des Ursulines est le seul, à Montargis, où la « transition » se fait sans heurts : quand les officiers municipaux de la ville vont voir les Ursulines, dès janvier 1791, elles déclarent « *qu'étant en trop petit nombre, elles ne pourraient pas rester dans cette communauté et qu'elles désiraient être réunies à d'autres* ». Pour la municipalité, « *l'emplacement [offre] un grand avantage pour les établissements en tous genres pour lesquels il manque de local dans cette ville, comme collège, hôpitaux, casernes* »[5]. La municipalité décide donc en 1793 d'en faire le nouvel hôtel-Dieu, une affectation qu'il gardera sous le nom d'hôpital-hospice jusqu'en 1993.

Le 19 août 1792, le nom de la « rue aux Moines » perd momentanément son allusion religieuse pour devenir la « Section de l'Arbre de la Liberté », ce qui entraine le nouveau nom du faubourg aux Moines qui devient le « faubourg de l'Arbre de la Liberté » ; il n'est donc plus un tronçon de la « route royale » mais de la « route nationale n°7 ». (Elle sera « impériale » quelques années plus tard, pour redevenir ensuite la fameuse RN 7, la « Route Bleue » des vacances.) En 1824, le cadastre napoléonien redonne au tronçon qui nous occupe son nom de « rue du faubourg aux Moines ». C'est sur ce cadastre qu'apparait pour la première fois un bâtiment jouxtant la chapelle Saint-Roch.



Extrait du cadastre napoléonien dressé en 1824

Entre la Révolution et le premier quart du XIX^{e} siècle, il est difficile de suivre les propriétés des bâtiments. On sait que la chapelle Saint-Roch est vendue comme « bien de la Nation » les 28 pluviôse et 14 ventôse an II (16 février et 4 mars 1794). L'acheteur est **Claude Gaudin (II)**, désigné comme *« aubergiste à Montargis »* - le même qui sollicitait l'autorisation d'une reconstruction en 1780 et demeurait déjà « *dans le faubourg de la Porte aux Moines*. »

[5] Délibération du CM du 18 mai 1793

Le territoire de la ville de Montargis s'arrêtait alors à cet endroit, celui d'Amilly commençant après le carrefour. À droite de la chapelle se voit encore la « croix noire », signe de la limite entre les deux communes. À quel moment cette chapelle, transformée en maison d'habitation, devient-elle l'octroi[6] de l'entrée sud de Montargis ?

La ville ne deviendra propriétaire de la chapelle qu'en 1866, mais il n'est pas impossible que l'ancienne chapelle serve d'octroi dès la fin du XVIII[e] siècle, Claude Gaudin ou ses successeurs pouvant louer le bâtiment à la commune.

En 1806, en tout cas, le bureau de l'octroi se trouvait dans la maison jouxtant la chapelle à sa gauche, qui porte aujourd'hui le n°57 de la rue Jean-Jaurès, l'adresse du restaurant de l'Orangerie. Nous pouvons suivre quelques propriétaires de cette maison, mais les actes de propriété ne nous permettent pas toujours de connaître la nature de l'activité qui s'y exerçait.



La « croix noire » près de la chapelle

La maison voisine de la chapelle Saint-Roch

En 1806, la maison appartient à **François Dalouzy** et son épouse **Marianne Aubry.**[7] François Dalouzy est *« commissionnaire voiturier par eau »*, c'est-à-dire un intermédiaire qui négocie les contrats de transport pour le compte d'un expéditeur. Il n'est pas certain qu'il exerce son activité dans cette maison, qui peut être louée à un autre… Le 4 mars 1806[8], Marianne Aubry a procuration de son mari pour vendre la maison à **Marianne Filledier**[9], qui est sa propre mère et la veuve de **Jean Aubry.** Marianne Filledier est déclarée *« cabaretière »* et Jean Aubry était *« aubergiste »*, il est décédé à 47 ans le 22 germinal an 5, c'est à dire le 11 avril 1797, en son domicile *« au faubourg de l'Arbre de la Liberté »,* sans que l'acte de décès ne précise son adresse dans le faubourg. Mais l'acte de vente de la maison contigüe à la chapelle précise que Marianne Aubry possède la moitié de la maison en tant qu'héritière de Jean Aubry. Voici donc le deuxième nom d'aubergiste que nous rencontrons à cet emplacement.

La description fait état de 3 maisons réunies situées *« après la Barrière de la Liberté »*, un bel euphémisme pour l'octroi. Il s'agit des numéros 266, 267 et 268, *« tenant d'un long du nord au Sieur Bardin, de l'autre à Claude Gaudin père à cause de la ci-devant chapelle de St-Roch, et d'un bout du levant à l'hospice, de l'autre bout au pavé de la rue. »*

En 1806, Claude Gaudin est donc toujours propriétaire de la chapelle, achetée en 1794. L'acte de vente précise que la maison n°266 est occupée par *« le bureau des droits de passe »*. Cette maison est bien celle qui jouxte la chapelle ; il faut donc comprendre que l'octroi s'y tenait avant que la chapelle ne remplisse cette fonction – ou que la partie administrative s'y réglait alors que le receveur de l'octroi logeait dans l'ancienne chapelle. La veuve Aubry, propriétaire des 3 maisons, occupe la maison n°267.

Marianne Filledier-Aubry gardera ces maisons réunies jusqu'en 1823. Le 23 avril 1823, elle revend la maison n°266 à **Pierre Olivier Delopiteau** et à son épouse **Marie Anne Joséphine Villepigne.**[10] Delopiteau est *« contrôleur du canal de Briare »* et réside à Châtillon-sur-Loing (aujourd'hui Châtillon-Coligny). On voit que cette maison n'est pour lui qu'un investissement locatif. Il va d'ailleurs la revendre l'année suivante. Qui occupe la maison à cette époque ? L'acte de vente précise qu'il existe *« un bail verbal en faveur de la Veuve* **Vernoy** *qui expire le 25 décembre prochain. »* Parmi la centaine de « Vernoy » qui peuplent les états-civils de cette époque, il n'a pas été possible de situer cette veuve. Plusieurs Vernoy sont *voituriers par eaux, compagnons de rivière ou mariniers* – peut-être en lien avec le propriétaire de la maison ?

[6] Les octrois, installés aux entrées des villes, percevaient une taxe sur les marchandises les plus rentables comme le vin, l'huile, le sucre, le café, etc. Cette contribution indirecte au profit de la ville devait être affectée à des travaux d'utilité publique comme la construction et l'entretien des fortifications et de la voirie. Cf J.-F. Gannat, *Un gabelou qui exagère*, BSEM n°168, novembre 2016.

[7] 4 pluviose an VII, contrat de mariage Dalouzy-Aubry, AD 3E8028

[8] Vente 1806, acte AD 3E18293

[9] Les actes d'état-civil orthographient parfois le patronyme en « Fildier ».

[10] Vente 1823, acte AD 3E22306

Le 9 octobre 1824, Pierre Olivier Delopiteau et son épouse vendent la maison à **François Cornet** et son épouse **Louise Victoire Gaudin.**[11] François Cornet est *« marchand de draps »* et Louise Victoire Gaudin, née le 4 novembre 1779, n'est autre que la fille de Claude Gaudin (II) – qui est mort 4 jours plus tôt, le 5 octobre. La description de la maison est claire : *« Maison sise faubourg aux Moines n°266 consistant par bas en trois chambres à feu et un cabinet et pour haut en une chambre à feu, grenier dessus, cave dessous, cour, puits commun avec le sieur Colette, jardinier, tenant du nord à Colette, d'autre long à Claude Gaudin père à cause de la ci-devant chapelle de Saint-Roch, d'un bout du levant à l'hospice et d'autre bout à la rue. »*

Louise Victoire Gaudin, propriétaire de la maison n°266, devient donc aussi propriétaire de la chapelle par héritage de son père. Bien que fille d'aubergiste, elle ne reprend pas le commerce de son père. Le commerce de son mari suffit à la déclarer, dans les états-civils, *« propriétaire, sans profession »* et son domicile est au n°11 de la rue des Cinq-Maries, une rue qui compte de nombreuses maisons bourgeoises (depuis 1893 la rue Gudin). Louise Victoire Gaudin y mourra à 82 ans le 1er juillet 1862.

François Cornet décède le 31 août 1832, son héritière est sa fille **Émérentienne Cornet** qui épouse le 5 octobre 1833 **Louis Édouard Camille Salmon,** habitant rue Neuve du Pâtis, désigné comme *« négociant »* dans l'acte de vente de la maison en 1837, mais comme *« banquier »* dans cet extrait des *« Affiches, Annonces et Avis divers de Montargis »* du 10 juillet 1838 :

> Annonce d'une purge d'hypothèques, en faveur de Charles Louis Salmon, banquier, époux de Françoise Jeanne Cartereau, père de Charles Etienne Salmon-Sartre et de Louis Édouard Camille Salmon-Cornet, également banquier, acquéreur, pour la somme de 30.100 Fr sans les frais, du Château de Montargis et de ses dépendances, le tout appartenant précédemment aux mineurs Chardon.[12]

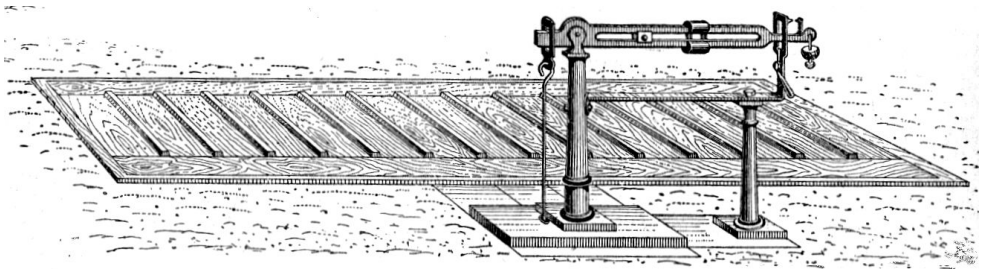
Les Salmon s'enrichiront de la démolition de ce qui reste du château royal de Montargis. Le père deviendra adjoint au maire de Montargis et président du tribunal de commerce, avant de faire faillite en 1848. À défaut d'hériter de tous les biens acquis par son père (le château de Courtempierre, la Ferté à Amilly, le château de Bellegarde…), Louis Édouard hérite probablement de son talent d'affairiste. Le *« négociant »* revend le 15 juin 1837 la maison du faubourg de Lyon à **Pierre Martin Rollet,** *« banquier, ancien président du tribunal de commerce et ancien adjoint au maire de Montargis »* - les mêmes titres que ceux du père du vendeur… Rollet et son épouse **Anne Hyacinthe Léonide D'Hair** demeurent place Sainte-Croix (depuis 1907 la place Jules-Ferry).

L'acte de vente de 1837[13] indique comme localisation de la maison : *« À l'extrémité du faubourg de Lyon »* et précise que *« le tout tient d'un long à la dite rue du faubourg, d'autre long à la cour ci-après, d'un bout au Sr Collet, d'autre bout au Sr Delaveau, propriétaire de l'ancienne chapelle St Roch. »*

L'époque Delaveau : une auberge Saint-Roch ?

Les registres des recensements[14] entre 1836 et 1856 nous en apprennent davantage sur ce « sieur Delaveau », propriétaire de la chapelle. En 1836, **Louis Denis Delaveau** (51 ans) y habite avec son épouse **Augustine Robiquet** (44 ans) et leurs 4 enfants : Pauline (20 ans), Augustin (17 ans)[15], Eugène (15 ans), Eugénie (4 ans). Louis Denis Delaveau est *« préposé au pont à bascule »* - première preuve de l'utilisation de la chapelle comme octroi de la ville. L'ancienne chapelle est en effet leur propriété depuis qu'ils l'ont achetée au couple Cornet-Gaudin en 1829, Louise Victoire Gaudin en ayant hérité de son père Claude Gaudin (II), décédé en 1824.

[11] Vente 1824, acte AD 3E22309 - François Cornet et Louise Victoire Gaudin se sont mariés à Montargis le 26 pluviose an 11, c'est-à-dire le 15 février 1803.
[12] Cité par M. L'abbé Verdier en séance de la SEM du 17 mars 1967 (cf. BSEM n°5)
[13] Vente 1837, AD 3E18474
[14] Archives municipales de Montargis, cote 1F1 et suivants. Remerciements à Mme Chaussy pour son accueil.
[15] Les états-civils sont parfois en contradiction avec les relevés de l'agent recenseur. Ainsi, ce fils prénommé *Augustin* est en fait sur l'acte de naissance à Montargis du 10/12/1817 *Eugène Delaveaux*. On notera aussi l'orthographe variable du nom de famille. *Pauline* est née *Augustine Eugénie Pauline* en 1815 à Paris, *Eugène* est né *Eugène Louis* en 1821 à Montargis, *Eugénie* est née *Joséphine Eugénie* en 1832 à Montargis.



Pont à bascule d'octroi

Louis Denis Delaveau a une vie déjà bien remplie quand il devient receveur d'octroi. Né à Montargis le 4 avril 1785, fils de François Delaveau, marchand épicier, il apprend le métier de bourrelier, mais se tourne ensuite vers la carrière des armes et devient lieutenant de la garde à cheval, participant à de nombreuses campagnes de la Grande Armée. Dans la campagne de Russie, il est atteint d'un coup de feu au bras droit à la bataille de Lutzen le 2 mai 1813, et d'un coup de feu aux deux jambes à la bataille de Leipzig le 16 octobre 1813. Il finira sa carrière comme lieutenant à la légion du Loir-et-Cher et sera mis à la retraite le 5 avril 1820. Il sera nommé Chevalier de la légion d'honneur en 1825. Le 23 novembre 1809, il avait épousé Anne Augustine Robiquet, fille d'un *« marchand limonadier »* de Montargis. À son mariage, il est encore désigné comme *« bourrelier »*. Les témoins du mariage sont un épicier, un marchand confiseur, un secrétaire de mairie et un commissaire de police.

L'ancien militaire Louis Denis Delaveau ne semble pas avoir subi le sort des « demi-soldes » de l'armée napoléonienne, puisqu'il a été réengagé après 1814, mais ses affaires ne sont pas brillantes. Il va accumuler les dettes. En 1853, il doit revendre l'ancienne chapelle par compensation de créance à **Louis-Marie Pougin de la Maisonneuve**.[16] Le nouveau propriétaire n'est pas un inconnu : membre d'une vieille famille montargoise influente, Louis-Marie est né à Montargis en 1798, a épousé Charlotte, Cécile, Éléonore **Vienot de Vaublanc**, est devenu juge au tribunal civil de Montargis en 1833 et receveur des finances de la ville, adjoint au maire en 1860. Il meurt à Montargis le 21 février 1879.[17] Connaissant la ferveur chrétienne des Pougin de la Maisonneuve, il n'est pas exclu que Louis-Marie n'ait acquis la chapelle en 1853 que pour secourir ses amis Delaveau endettés. Louis Denis et Anne Augustine resteront locataires dans la même maison : Louis Denis décède le 6 avril 1864 *« en son domicile du faubourg de Lyon »*, son épouse le 25 septembre 1865 au même endroit.

Un autre drame s'est joué dans leur descendance : Augustine Eugénie Pauline Delaveau avait épousé Louis Habert[18], « marchand de couleurs », le 19 janvier 1841, à Montargis. Mais Louis Habert meurt moins de deux ans plus tard, le 26 novembre 1842, à l'âge de 32 ans. Augustine Eugénie Pauline est enceinte. Quatre mois après la mort de son mari, elle met au monde Marie Louise Habert[19] le 17 avril 1843. Il ne fait pas de doute qu'elle est soutenue dans l'épreuve par ses parents et peut-être par la famille Pougin de la Maisonneuve, mais elle se trouve démunie aux décès des parents en 1864 et 1865. Louis-Marie Pougin de la Maisonneuve, toujours propriétaire de l'ancienne chapelle servant d'octroi, va en faire donation à la ville de Montargis le 25 septembre 1866 avec la clause suivante : *« Cette donation est faite à la charge par la ville de servir et payer à Mad. Augustine Eugénie Pauline Delaveau, veuve de M. Louis Habert, sans profession, demeurant à Montargis, une rente annuelle et viagère de cent francs.[20] »* Augustine Eugénie Pauline, veuve Habert, mourra le 10 avril 1891 *« âgée de soixante-quinze ans, sans profession, au domicile de sa fille place du Pâtis »,* mais son domicile était *« rue du Four-Dieu »*.

Que se passe-t-il pendant ce temps dans la maison voisine de l'ancienne chapelle, celle qui est la propriété du couple Rollet-D'Hair ? Le recensement de 1836 nous apprend qu'elle est louée à un autre

[16] Archives départementales du Loiret, 3E29288

[17] Louis-Marie Pougin de la Maisonneuve a laissé à la ville un titre de rente de 1313 F. pour couvrir les dépenses d'ouverture et d'entretien de la rue Pougin de la Maisonneuve en souvenir de son fils Eugène, Antoine, Marie, trésorier à l'armée du Rhin, tue à Sedan par un éclat d'obus le 1er septembre 1870 à l'âge de 31 ans.

[18] Louis Habert est le fils d'un autre Louis Habert, *« aubergiste au n°27 de la place aux Blés »,* et de Louise Delaveau – une autre Delaveau, donc. Les homonymies ne facilitent pas la recherche généalogique !

[19] Marie Louise Habert épousera le 24/04/1865 Louis Henry Aubertin, *« teinturier »* (1835-1911), et s'installera à Paris (4 rue Jean-du-Bellay) où elle mourra en 1915 sous la désignation de *« concierge »*.

[20] À titre de comparaison, la dépense annuelle d'un ouvrier agricole était alors d'environ 440 francs.

Delaveau : c'est **Jean Delaveau** qui habite au n°69 du faubourg de Lyon. Il a 40 ans en 1836, son épouse est **Madeleine Besnard** (48 ans)[21]**,** le couple a 4 enfants (Alphonsine, Jean[22], Jean-Baptiste, Armantine), ils hébergent aussi une orpheline, Madeleine Rousseau (6 ans en 1836), et une domestique Victoire Delaveau (24 ans), sans doute membre de la famille. Les registres de recensements précisent bien que Jean Delaveau est *« cabaretier »*, puis *« cabaretier-logeur »* en 1846, puis *« aubergiste »* en 1856, toujours au n°69 du faubourg de Lyon. À son mariage à Montargis le 18 avril 1820, son témoin n'était autre que Claude Gaudin, *« aubergiste, ami du futur »,* âgé de 76 ans, donc notre Claude Gaudin (II). Delaveau a dû cesser son activité d'aubergiste entre 1856 et 1861 ; il est recensé une dernière fois en 1861 à cette adresse et est déclaré *« journalier »* - ce qu'il était déjà au décès de son épouse en 1858. Il est probable qu'il n'ait pas fait fortune dans son commerce de cabaretier : il meurt en 1868 à l'hospice de Montargis, son acte de décès le qualifie encore de *« journalier »* et le déclarant du décès (le receveur de l'hospice) donne un prénom erroné au défunt.

Quel lien y a-t-il entre Louis Denis Delaveau, propriétaire de la chapelle, et Jean Delaveau, aubergiste voisin de la chapelle ? En remontant les deux arbres généalogiques jusqu'aux grands-parents, on ne trouve aucun lien entre les deux familles[23]. Il est vrai que dans quelques actes d'état-civil le nom de Louis Denis est orthographié *« Delaveaux »* (mais il est bien *Delaveau* dans son dossier de Légion d'honneur…). La coïncidence est moins étonnante si l'on sait que le berceau du patronyme est l'Yonne et le Loiret, et singulièrement dans le Loiret, le Gâtinais.

L'époque Lemaître : charron ou marchand de vin ?

Le couple Rollet-D'Hair gardera le bien jusqu'en 1874. Rollet meurt le 6 janvier 1873, sa veuve et ses héritiers vendent la maison le 16 février 1874[24] à **Jacques Lemaître**, forgeron-charron, qui demeure déjà *« faubourg de Lyon, dans les biens présentement vendus ».* Lemaître apparaît en effet dans les recensements à partir de 1866 au n°71[25].

Les Lemaître sont charrons de père en fils. En 1836, le recensement indique que René Lemaître (âgé de 50 ans), charron, habite au n°47 du faubourg de Lyon. Son premier fils (16 ans en 1836), prénommé René également, est aussi charron. C'est son deuxième fils, Jacques, qui sera l'acquéreur de la maison du n°71 en 1874, où il exerce donc déjà depuis au moins 1866. Son épouse est Joséphine Archenault. Ils ont deux fils : Jacques (évidemment !) et Paul. C'est **Paul Lemaître**, charron, que l'on retrouvera en 1886 à la même adresse. La grande cour derrière la maison, mentionnée dans tous les actes de vente, est propice à ce genre d'activité, *« ayant issue sur le chemin du port de Saint-Roch par une porte charretière. »*

Nous savons que depuis 1866, l'ancienne chapelle Saint-Roch appartient à la ville de Montargis. Mais peut-elle encore servir d'octroi à l'entrée sud de la ville ? En 1863, en effet, le Conseil Municipal de Montargis demande une extension territoriale portant sur les territoires de Chalette, Amilly et Villemandeur. La demande va être partiellement acceptée, et le faubourg de Lyon prolongé de plus de 500 m vers le sud, jusqu'à l'intersection du « chemin des Mulets » (aujourd'hui impasse de la Caserne). L'octroi aurait donc dû être transporté sur cette nouvelle frontière Montargis-Amilly pour que la ville

[21] Jean Delaveau est né à Vimory le 1/10/1797, Madeleine Besnard (ou Benard) est née à Château-Renard le 30/4/1790. Madeleine Benard décède à Montargis (69, faubourg de Lyon) le 6/10/1858. Jean disparaît alors des registres d'état-civil de Montargis… sauf à se rendre compte d'une erreur d'écriture : le 25/11/1868 décède à l'hospice de Montargis *Jacques* Delaveau, *« 72 ans, journalier, né à Vimory, veuf de Madeleine Besnard… »* Peut-on penser que les registres de l'hospice étaient mal tenus ? À moins d'imaginer une sordide affaire de captation d'héritage : mourir à l'hospice n'est pas le signe d'une grande richesse, mais un fonds de commerce avait une certaine valeur…

[22] Jean Delaveau (fils de Jean), né le 12/11/1823 à Montargis, deviendra « garçon de cuisine » à Paris. Il épouse le 25/06/1863 Coralie Joséphine Combis, qui décède à 34 ans le 6 avril 1865. Jean Delaveau décède à Paris, rue du faubourg Saint-Antoine, le 24 décembre 1866 à l'âge de 43 ans. Son acte de décès affirme qu'il était *« journalier ».*

[23] Recherche confirmée par Anne-Marie Schilling et Odile Gouy, du *Gâtinais Généalogique*, que nous remercions.

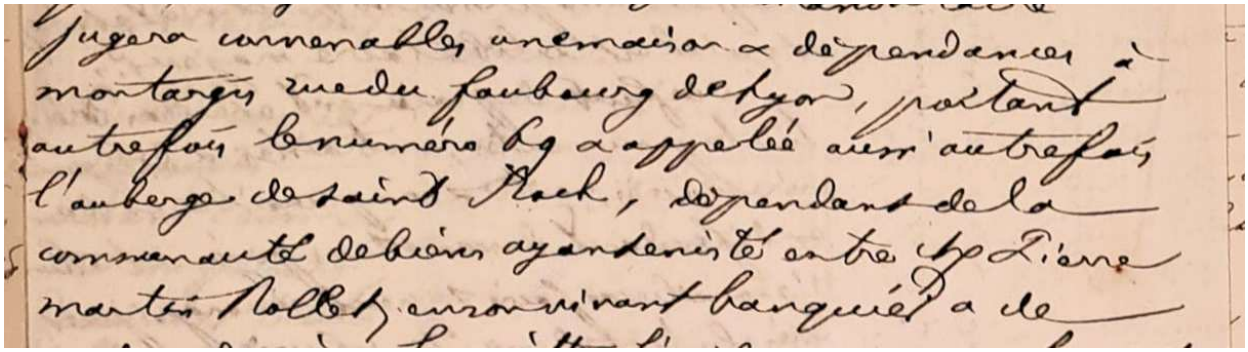
[24] Vente 1874, AD 3E29370

[25] La numérotation des maisons du faubourg varie beaucoup au XIX[e] siècle. Nous avons vu qu'il s'agit de « 3 maisons réunies », qui portent en 1866 les n°69 et 71. La numérotation changera encore en 1876, pour devenir le n°57, numéro que la maison garde encore aujourd'hui, tandis que la chapelle sera au n°57 bis.

puisse taxer les produits entrants, notamment ceux nécessaires aux garnisons qui vont peupler la nouvelle caserne Gudin à partir de 1877. Mais l'octroi demeure à l'emplacement de l'ancienne chapelle, comme le révèlent les recensements : en 1896, la chapelle transformée en habitation héberge **Jacques Beaudenon**, *« receveur d'octroi »*, en 1901, c'est **Maurice Joannier**, en 1906 **Émile Prieur**, en 1921 **Louis Gaizé** - mais en 1936, Louis Gaizé habite toujours l'ancienne chapelle et est maintenant recensé comme *« employé de la Ste Lyonnaise des Eaux »*.[26] Peut-être faut-il comprendre que l'administration et le domicile du receveur se trouvaient bien dans l'ancienne chapelle, mais que le contrôle pouvait se faire près de la barrière d'octroi 500 mètres plus au sud.

L'acte de vente de 1874 contient encore une autre énigme : un des héritiers vendeurs, Paul Georges Benoist[27], étudiant en pharmacie, neveu d'Anne Hyacinthe Léonide D'Hair, a signé une procuration dans laquelle il accepte la vente *« d'une maison et dépendances à Montargis rue du faubourg de Lyon, portant autrefois le numéro 69 et appelée aussi autrefois l'auberge de Saint-Roch. »*

Il n'a hélas pas été possible de confirmer cette appellation par une autre source. C'est la seule mention, à notre connaissance, de l'existence d'une *« auberge de Saint-Roch »* à Montargis. Mais nous n'avons aucune raison de mettre en doute la mémoire du jeune étudiant, et nous pouvons donc penser que c'est là l'enseigne du seul aubergiste que nous ayons rencontré au *« numéro 69 »* de la rue : Jean Delaveau, avec son épouse Madeleine Besnard, apparus entre 1831 et 1836.



Extrait de l'acte de vente de 1874

L'activité de forgeron-charron des Lemaître s'insère parfaitement dans la spécialisation du faubourg au milieu du XIX[e] siècle, comme le décrit Émile Jacob, directeur de l'École Durzy, dans sa conférence du 11 mars 1896, publiée sous le titre *Montargis au temps des diligences* :

PHYSIONOMIE DE LA TRAVERSÉE DE MONTARGIS
LES AUBERGES

Ce sont les villes qui, comme la nôtre, étaient placées sur les grandes lignes des Messageries, qui ont le plus modifié leur physionomie depuis l'apparition des chemins de fer.

Une seule voie y concentrait presque toute la vie et le mouvement, et donnait à la petite localité de province l'apparence d'une cité assez importante. À Montargis, cette voie traversait entièrement la ville : de la Route de Paris, par la Chaussée, à la Route de Lyon. Jour et nuit, sans repos, sans trêve, c'était un défilé de véhicules de toutes dimensions, de toutes formes ; depuis l'aristocratique chaise de poste avec ses postillons en perruque de crin blanc, petite veste argentée et larges bottes, jusqu'à la minable et branlante patache traînée par sa haridelle ; c'étaient de longs convois de chariots bâchés, escortés par les rouliers en blouses bleues et transportant les marchandises les plus diverses. Des troupeaux immenses, moutons du Berry, bœufs de l'Auvergne ou du Nivernais, s'acheminaient, à petites journées, vers les boucheries de la capitale.

Tout cela s'arrêtait à Montargis et trouvait place dans les nombreuses hôtelleries et auberges échelonnées depuis la Chaussée jusqu'au lieu qui porte encore, sur la route de Lyon, le nom de *l'Auberge neuve*, et dans quelques autres, sises en divers points de la ville.

[26] L'abbé Crespin confirme cette permanence de l'octroi à cet endroit dans une séance de la Société d'Émulation en décembre 1929 en parlant de *« la chapelle St-Roch, construite au faubourg de Lyon, sur l'emplacement du bureau d'octroi actuel. »*

[27] Paul Georges Benoist est le fils d'Antoine Hubert Benoist, premier pharmacien au Coin du Collier, à l'extrémité nord de la rue Dorée – cf. F. Pige & G. Baumgartner, *Les maisons fantômes de Montargis, un patrimoine disparu*, BSEM n°191, novembre 2023.

Vous ne serez pas fâchés, je crois, de savoir l'emplacement exact de toutes ces vieilles hôtelleries dont les bâtiments, pour la plupart, ont subsisté, mais qu'il serait difficile de reconnaitre sous les diverses transformations qu'on leur a fait subir :

Route de Paris, près de l'ancienne route de Courtenay, *l'Auberge des Cinq-Boules* ; *L'Auberge des Trois-Marchands*, à l'angle des rues de la Tour-du-Sault et du Grenier-à-Sel, où descendaient les colporteurs, une corporation presque disparue, et autrefois très importante ; *L'Auberge St-François*, qui était rue Dorée, près de la rue du Bon-Guillaume. À *l'Hôtel de la Poste* se trouvait la poste aux chevaux, destinée à fournir le relais des chaises de poste et de la malle faisant le service des lettres. Le maitre de poste avait là une cinquantaine de chevaux.

À deux pas, sur la place, et faisant retour dans le faubourg, *l'Hôtel de la Ville de Lyon*, un des meilleurs de Montargis. On y faisait les noces et les repas de corps ; En face, côté gauche du faubourg, *l'Auberge Saint-Pierre* ; À sa suite, attenant au mur de l'hospice, *le Cheval-Blanc*, où remisaient les diligences. Il avait pour clientèle les marchands de bestiaux ; Au coin de la rue des Ormeaux, *l'Auberge de la Madeleine*, fréquentée par les rouliers, les messagers et les conducteurs de patâches, qu'on appelait les patachons. Ses écuries étaient les plus vastes du faubourg. Une image de la Madeleine est encore dans une petite niche, sur la façade ; Un peu plus loin, *l'Auberge St-Vincent*, où se trouve la villa du même nom, achalandée par des passagers et des colporteurs ; Et, hors de la ville, *l'Auberge Neuve*, qui, par sa situation, permettait aux gros rouliers de remiser sous d'immenses hangars leurs énormes chariots et de les sortir sans encombre. […]

Dans cette énumération des auberges du faubourg de Lyon, point d'auberge Saint-Roch… Mais l'enseigne avait sans doute disparu bien avant 1874 – et l'absence de preuve n'est pas la preuve de l'absence !



Vers 1900, la cavalcade à Montargis



Vers 1903, le 82e de ligne



Vers 1907, voisin de Lemaître : BIZOT, RESTAURATEUR



Vers 1920, le café-restaurant et l'épicerie-mercerie

Les premiers documents photographiques

À la mort de Jacques Lemaître en 1882, c'est son fils **Paul Archille Lemaître** qui devient propriétaire de la maison ; né le 5 septembre 1862, il continue l'activité de charron de son père avant de la céder en 1921 à **Roger Cauzot**, son voisin de la rue du Pont Saint-Roch.

Est-ce à dire que pendant ces 40 ans de propriété, la maison perd son activité de commerce de bouche ? Le 22 novembre 1887, Paul Lemaître épouse **Léontine Léger** ; un témoin du mari est Constant Leconte, *cafetier*, et un témoin de la mariée est son grand-oncle Louis Delaveau, 82 ans… Dès le recensement de 1901, Léontine Léger est déclarée *« marchande de vins »,* et en 1906, *« épicière »*. Charron dans la cour – cafetier sur le faubourg : une double activité, que documentent les enseignes sur les cartes postales du début du XX^{e} siècle : à droite, une ÉPICERIE – MERCERIE, à gauche une enseigne au nom de LEMAITRE – dès 1920 assurément un CAFÉ-RESTAURANT. Dans tous les actes de naissance des enfants du couple (Paul en 1888 et Marie Madeleine en 1890), l'adresse de la maison est maintenant le n°59 du faubourg de Lyon.

L'époque Trou : les malheurs de la guerre

Les années de la Grande guerre ne nous offrent aucun recensement. Mais les *Annuaires du Gâtinais*[28] continuent à lister les commerçants de la ville. Nous apprenons ainsi que le cabaretier du 57 rue du Faubourg de Lyon est un certain **Trou**, répertorié entre 1914 et 1922. L'absence de prénom ne nous facilite pas la recherche et c'est encore une fois le décès d'un enfant qui nous permet de le situer.

Georges Henri Trou est né le 15 juillet 1885 à Rogny, dans l'Yonne, fils de Laurent Trou, fermier. Il apprend le métier de bourrelier et l'exerce à Lorris en 1905, puis est incorporé comme appelé en octobre 1906 au 156^{e} régiment d'infanterie, devient ouvrier d'artillerie à l'arsenal de Besançon, puis maître-ouvrier en 1907, et est *« envoyé dans la disponibilité »* en décembre 1907 avec un certificat de bonne conduite. On le retrouve à la Chapelle-sur-Aveyron en 1910.[29] Il est évidemment remobilisé en août 1914, dans la subdivision de Montargis. Il sera de toutes les *« campagnes contre l'Allemagne »*, affecté successivement dans plusieurs régiments d'artillerie lourde jusqu'en 1918. On le retrouve en octobre 1918 à l'hôpital de Villers-Cotterêts, dans l'Aisne, où il meurt le 29 octobre des suites de la grippe *« contractée en service »*, ce qui lui permet d'être déclaré *« Mort pour la France »* - 15 jours avant la fin de la guerre. Son nom figure sur les monuments aux morts de Montargis.

Georges Henri Trou n'apparaît pas dans le recensement de 1911. Il n'aura donc eu le temps d'ouvrir son auberge qu'entre 1912 et 1914, et c'est à l'évidence son épouse qui maintiendra l'affaire. Il avait épousé **Alice Marie Hautin**[30] à Lorris le 4 janvier 1909. Georges Henri et Alice ont un fils, André Pierre, qui naît à Montargis le 16 juillet 1918 – et meurt deux mois plus tard, le 22 septembre, un mois avant son père. Il meurt *« au domicile de ses parents, faubourg de Lyon n°57. »* Georges Henri et Alice sont qualifiés de *« restaurateurs »* sur l'acte de décès de leur fils.

Dès la fin de l'année 1920, c'est un autre restaurateur qui prend la place d'Alice Marie Trou. Elle quittera la région pour s'installer en Seine-et-Marne, où elle mourra en 1961. On trouve sa trace en 1942 dans *L'Informateur de Seine-&-Marne :*

> Madame Alice Marie HAUTIN, commerçante en articles de Paris et bimbeloteries, demeurant à Fontainebleau, rue Grande, n°116, veuve en premières noces non remariée de Monsieur Georges Henri TROU, a cédé à Monsieur Jean Gabriel HAMIAUX, chapelier, demeurant à Fontainebleau, rue Grande, n°118, tous ses droits pour le temps qui reste à courir à compter du 1er juillet 1942 au bail d'une maison sise à Fontainebleau, rue Grande, n°116.

[28] Le journal *Le Gâtinais* publiait chaque année un Almanach-Annuaire qui listait tous les habitants de la commune de Montargis, ainsi que les différents commerçants et artisans de la ville. Ces listes se fondaient sur les listes électorales, parfois mises à jour avec retard.

[29] Toutes ces indications proviennent de la fiche matricule militaire n°799 de Georges Henri Trou.

[30] Alice Marie Hautin est née à Lorris le 16/02/1889 et décédée à Fontainebleau le 1/11/1961.

Après la guerre, la rue change de nom : par délibération du 18 juillet 1919, la municipalité décide de donner le nom de Jean-Jaurès *« à la partie du faubourg de Lyon de la Place Victor-Hugo à la rue du Four-à-Chaux* (aujourd'hui rue du Docteur-Roux), *le reste continue à être Faubourg de Lyon. »* La numérotation des maisons de la rue Jean-Jaurès reste la même que celle du faubourg. Le 27 octobre 1944, la portion du faubourg de Lyon entre la rue Jean-Jaurès et la limite d'Amilly deviendra la rue André-Coquillet.

L'ancienne chapelle servant d'octroi est toujours là. La situation change en 1933 : après une délibération le 24 février, la ville vend le 24 août en adjudication trois octrois, dont celui du faubourg de Lyon.[31] Le seul enchérisseur est Louis Gaizé, receveur d'octroi depuis 1921 mais maintenant *« employé au gaz »*. Il devient propriétaire de la maison pour 15.000 F. L'acte de vente[32] pose une nouvelle énigme : dans la description de l'immeuble à vendre, le notaire précise qu'il est situé au *« lieu-dit La Plaine de la Croix aux Anglais ».* Aucun cadastre ne justifie cette appellation. La Croix aux Anglais, bien connue dans l'histoire de Montargis pour avoir commémoré jusqu'à la Révolution le siège victorieux de 1427, était édifiée près du couvent Saint-Dominique, à la sortie nord de la ville. La mention sera recopiée par les notaires suivants – mais une erreur répétée ne devient pas une vérité…

L'époque Lemaire, épicier-cafetier

Paul Archille Lemaître décède à Chalette le 16 février 1931. Le bien des Lemaître est vendu en deux lots :

- la cour au charron **Roger Cauzot**, qui exerce depuis 1921 au n°5 de la rue du Pont-de-Saint-Roch[33] ;

- la maison du faubourg à **Marcel Lemaire,** qui exerçait à cet endroit l'activité de « cafetier » dès le recensement de 1921. Le registre du commerce nous apprend qu'il a été immatriculé le 20 novembre 1920, au n°59 de la rue Jean-Jaurès, pour un commerce d'épicerie – café – chambres meublées, à l'enseigne « AUX BONS AMIS ».



20 juin 1911 – mariage de Marcel Lemaire et Marie Gaume à La Cour-Marigny
(Source Geneanet – arbre de Didier Hauchard)

[31] Les autres octrois vendus sont celui de la rue de la Sirène et celui de la route de Courtenay.
[32] Archives Départementales du Loiret, 4Q2/2138
[33] Le nom de la rue semble subir une évolution depuis la fin du XX^{e} siècle, à une lettre près : la « rue du Pont Saint-Roch » devient, notamment sur les cartes du calendrier des Postes, la « rue du Port Saint-Roch ». Mais le cadastre officiel maintient la dénomination de « rue du Pont Saint-Roch ». L'usage, lié à l'évolution du port de plaisance, va-t-il l'emporter sur la rigueur administrative ?

D'après le témoignage de son arrière-petite-fille Chrystèle Raignault, Marcel Lemaire a bénéficié d'une « licence gratuite ou à coût réduit » instaurée en octobre 1917 pour les mutilés de guerre qui souhaitaient ouvrir un café ou un débit de boissons. Marcel Lemaire a, en effet, été remobilisé en 1914 et blessé le 19 octobre 1916 par des éclats de grenade au genou. Il est admis à la réforme le 30 juin 1917 avec *« une ankylose pratiquement totale du genou gauche »* - et la médaille de la Victoire. La loi prévoyait qu'un homme avec un genou ankylosé ne pouvait pas travailler aux champs ou en usine, mais pouvait tenir un comptoir. Plusieurs témoignages indiquent que c'est surtout son épouse, **Marie Gaume**, qui « tenait » le café.

Au recensement de 1921 Marcel Lemaire est *« cafetier »*, à celui de 1926 il est *« épicier »*, et en 1936 à nouveau *« cafetier »*. Marcel est né en 1887 à La Cour-Marigny, Marie est née en 1891 à Oussoy. Ils ont une fille, **Andrée Lemaire**, née à Gy-les-Nonains le 25 novembre 1911. Le couple Lemaire-Gaume était donc installé à Gy-les-Nonains au début de leur vie commune, précisément à la ferme des Laubins, où Marie était *« domestique et ouvrière agricole »* et Marcel *« cultivateur »*. Le propriétaire de la ferme s'appelle (évidemment) Denis Delaveau.[34]

À partir de 1936, on voit apparaître au n°57 de la rue Jean-Jaurès le gendre de Marcel et Marie, l'époux d'Andrée, **Marcel Raignault,** né en 1910 à Livry-Gargan. Andrée et Marcel vivent à la même adresse que les parents d'Andrée, et pour cause : Marcel Raignault est charron ! Il est probable qu'il ait fréquenté Roger Cauzot – et peut-être celui-ci a-t-il joué un rôle dans la rencontre d'Andrée et Marcel.

Marcel Raignault est en tout cas repéré à ce moment comme charron dans l'usine Hutchinson de Chalette. Marcel et Andrée s'installeront plus tard à Vermenton, dans l'Yonne.[35]

Marcel Lemaire sera décrit comme *« débitant de boissons et épicier »* dans un article du *Libérateur de la région du Gâtinais* du 11 septembre 1945 :



4e ANNÉE. — N° 191. 2 f.) La numéro : 15 francs SAMEDI 11 SEPTEMBRE 1945

† LE LIBÉRATEUR †

DE LA RÉGION DU GATINAIS

RÉDACTION & ADMINISTRATION 13, rue de Lion, MONTARGIS TÉLÉPHONE 227

ABONNEMENTS : 6 mois : 140 fr. ; 3 mois : 70 fr. — Chèq. Post. 38.633 Orléans

Publicité : AGENCE HAVAS 42, rue Dorée, MONTARGIS TÉLÉPHONE 39

NOCTAMBULE OU SOMNAMBULE ?

Deux paisibles habitants de la rue J.-Jaurès ont, dans la nuit du 1er au 2 septembre, reçu sur le coup d'une heure du matin, la visite d'un bien curieux personnage.

L'un d'eux, M. Eugène Brimbœuf, employé de la ville de Montargis, qui demeure au numéro 55, fut réveillé brusquement, vers 0 h. 30, par les grincements de la porte de sa chambre à coucher qui s'ouvrait insensiblement. Bientôt, dans l'encadrement, il put distinguer la silhouette d'un homme de corpulence et de taille moyenne, vêtu d'une chemisette et d'un short qui, croyant probablement être seul dans la maison ou tout simplement pour s'éclairer, avait allumé l'électricité dans les escaliers de l'immeuble. Quand il vit M. Brimbœuf se soulever dans son lit, il lui intima de rester couché et s'en fut. M. Brimbœuf se leva, se mit à sa fenêtre et cria au noctambule et au voleur. Il fit le tour de sa maison et constata que rien ne manquait. L'inconnu d'un soir, c'est le cas de le dire, avait pénétré dans le logis de M. Brimbœuf par une fenêtre du rez-de-chaussée qui donne sur la cour et qui avait été laissée ouverte.

Le voisin de M. Brimbœuf, M. Marcel Lemaire, débitant de boissons et épicier, qui demeure au numéro 57, avait bien entendu dans la nuit son voisin crier dans la rue. Il n'y avait pas prêté garde. Mais le lendemain, vers 6 h. 30, en descendant à son café, il constatait que la lumière était restée allumée dans l'épicerie et le débit alors qu'il était bien sûr de l'avoir éteinte la veille. D'autre part, chez lui l'affaire se corsait, car n'ayant pas laissé les fenêtres du rez-de-chaussée ouvertes, l'inconnu avait cassé la vitre d'une fenêtre de la cuisine. Des traces de stéarine étaient visibles sur le sol de toutes les pièces. La bougie avait probablement servi à reconnaître les emplacements des interrupteurs du courant électrique.

Chez M. Lemaire non plus, rien n'avait été volé. La police qui a procédé à une enquête n'a pu découvrir ce nocturne visiteur. On se demande si nos deux sympathiques Montargois n'ont pas eu affaire à un fou ou à un amateur de sensations fortes poussé par le goût du risque qui aurait trouvé très amusant de faire peur à deux paisibles et honorables citoyens.

[34] Denis Delaveau est né en 1867 à Saint-Maurice-sur-Fessard. En 1902 et 1906, il était installé à La Cour-Marigny (cf. recensement de 1911).

[35] Marcel Reignault, son épouse Andrée et ses deux fils Jean et Michel, sont domiciliés 49 route Nationale à Vermenton sur le registre de recensement de 1946. Marcel est « charron-forgeron », successeur de Félix Barraut (né en 1870).

Dans *l'almanach-annuaire de l'Éclaireur* de 1952 (qui répertorie les commerces de 1951), Marcel Lemaire est déclaré « ancien restaurateur » et habite maintenant 2 rue Mainguet, tandis qu'apparaît, dans la rubrique des cafetiers au 57 rue Jean-Jaurès, **Pierre Jeantaud.**[36] Le registre du commerce nous apprend que Marcel Lemaire a cédé son fonds à Pierre Jeantaud le 24 décembre 1949.

Le 10 septembre 1958, **Pierre Jeantaud** demande une modification d'enseigne : les « Bons Amis » deviennent « CHEZ PIERRE ».

Le 15 mai 1959, le fonds est donné par Pierre Jeantaud en location-gérance à **Louis Dugert**,[37] qui l'acquiert le 2 avril 1960.



Extrait de la *Revue du District*, 1966



Extrait du *bulletin de la Cavalcade*, 1974



Extrait du cadastre rénové de 1967

Le 15 octobre 1966, le fonds est mis en location-gérance à **Gérard Soufflard**, qui l'acquiert le 17 octobre 1967 avec son épouse **Jocelyne Herrou**. Gérard Soufflard continue à exploiter le fonds sous l'enseigne « Chez Pierre ». Il avait débuté comme apprenti chez Louis Dugert.

Pierre Jeantaud, qui a créé le nom « Chez Pierre », ne l'a donc exploité que deux ans sous cette enseigne avant de revendre le fonds. Ce nom aura perduré 29 ans sous 4 exploitants différents.

Gérard Soufflard vend le fonds le 22 octobre 1983 à **Alain Baudrillard,** qui le vend le 28 février 1987 à **Chérif Djari** et **Marie Jesus Dos Remedios**, qui modifient l'enseigne en appelant le restaurant « LE CAPRICORNE ». Le 30 avril 1991, ils cèdent les parts de la société **« Le Capricorne »** [38] à **Jean-Pierre Saiag** et Mlle **Dubois.** Après moins de 5 ans d'exploitation, « Le Capricorne » est poussé à la liquidation judiciaire et le fonds est vendu le 11 décembre 1992 à **Franck Foucard,** qui décide de la nouvelle enseigne : « L'ORANGERIE ».

Pendant toute cette période, les exploitants ne sont propriétaires que du fonds de commerce, et non des murs. La propriété de la maison achetée en 1931 par **Marcel Lemaire** restera entre ses mains jusqu'à sa succession en 1967, puis entre les mains de ses descendants. Au décès de Marcel, c'est sa veuve Marie qui continue la gestion des murs, pour le compte de sa fille Andrée, jusqu'au décès de celle-ci le 1er septembre 1973 à Créteil. Au décès de Marie Lemaire en février 1983, c'est son petit-fils **Michel Raignault,** demeurant à Champigny-sur-Marne, qui reçoit le bien à la suite d'un partage.

Michel Raignault décède en janvier 1997, et c'est sa veuve Mireille **Lechevallier** qui vend la maison du 57 rue Jean-Jaurès, au profit de ses filles Chrystelle et Armelle Raignault, à la SCI « Les Mollières » - dont les gérants sont **Franck Foucard et Catherine Charrier,** son épouse. Le fonds et les murs sont donc à nouveau rassemblés.

Dans les derniers actes de vente du fonds et des murs, la situation du bien est ainsi décrite : *« Ruelle commune avec l'Hôpital de Montargis se trouvant au midi de la maison ci-dessus, entre ladite*

[36] Pierre Jeantaud est né le 16 mai 1898 à Limoges.
[37] Louis Dugert est né le 19 mai 1915 à Talence.
[38] La Société "LE CAPRICORNE" a été constituée suivant acte sous seing privé du 28 février 1987 entre Monsieur Chérif DJARI, titulaire de 50 parts et Madame Maria JESUS DOS REMEDIOS titulaire de 50 parts. Aux termes d'un acte sous seing privé du 30 avril 1991, Mademoiselle JESUS DOS REMEDIOS et Monsieur DJARI ont cédé l'intégralité de leurs parts à Monsieur SAIAG et Mademoiselle DUBOIS. (Extrait de l'acte de vente du 11/12/1992)

maison et le bureau d'Octroi (ancien) de la Ville de Montargis (aujourd'hui Monsieur Lugues) et allant de la rue Jean Jaurès à la cour commune ci-après. »

On voit que le souvenir de la chapelle Saint-Roch s'est bien estompé, même chez les notaires de la ville, au profit du souvenir de l'octroi. Il n'est donc pas étonnant que le dernier acquéreur, Franck Foucard, ait ignoré son voisinage religieux. Il reste qu'il a baptisé son établissement « L'Orangerie », en expliquant qu'il souhaitait favoriser une décoration et une ambiance inspirées par Claude Monet et ses Nymphéas… N'aurait-il pas été inspiré aussi, sans le savoir, par les sœurs Ursulines qui voyaient là un rappel subtil de l'orangerie de leur beau jardin ?





Qui sont ces personnages qui posent devant le Café-Restaurant dans les années 1920 ? L'enseigne est « Aux Bons Amis », apposée par Marcel Lemaire en novembre 1920. C'est donc bien lui, debout au premier plan, et son épouse Marie Gaume à la fenêtre de l'étage.
Le personnage assis porte la casquette du receveur d'octroi – c'est donc sans doute Louis Gaizé.

Outre d'avoir rencontré des personnages aux destins remarquables, nous avons découvert ainsi une antériorité de restauration de plus de deux siècles à côté de la chapelle Saint-Roch – un fait rare dans l'évolution d'un quartier. Tous ces aubergistes et restaurateurs ont un point commun : Claude Gaudin, Jean Aubry, Louis Denis Delaveaux, Jean Delaveau, Jacques Lemaître, Georges Henri Trou, Marcel Lemaire sont tous issus du milieu agricole et n'ont pas voulu rester les deux pieds dans le même sabot. Un autre point commun est la forte implication de leurs épouses dans la tenue du commerce.

Les parcours de ces hommes et de ces femmes montrent que le quartier du faubourg de Lyon était le lieu d'une puissante ascension sociale, mettant en jeu l'ambition et le courage de chacun, accompagnant les progrès des moyens de transport, sur un fond de solidarité de quartier. Ce sont, comme toujours, les aléas de la maladie ou de la guerre qui freineront les désirs d'émancipation.

Il n'est pas inutile de se souvenir autant de ces hommes et de ces femmes que des « grands hommes » pour réfléchir aux conditions qui permettent le fonctionnement de cet « ascenseur social » - un problème bien contemporain.

Merci à Franck Foucart d'avoir (imprudemment !) posé sa question à la SEM et merci à Antoine Foucart, fils de Franck et de Catherine, et à Michel Racat, son conjoint, pour leur aide efficace au dépouillement des archives.